



Madjid Moshayedi

**Khatami est un modérateur du régime Islamique d'Iran**

Khatami, l'ex-président du régime des mollahs, a présidé le 13.10.2008 à Téhéran une conférence sur la religion dans le monde moderne en présence d'ex-dirigeants européens dont Romano Prodi et Lionel Jospin. Les membres de la délégation et certains journalistes voient dans la conférence un retour aux affaires pour Khatami, un prélude à sa candidature à la succession d'Ahmadinejad et la promesse d'un compromis modéré.

Page 2

### L'Onu préoccupée par la situation des droits de l'homme en Iran



Reuters, 21 octobre 2008 - Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a fait part de sa préoccupation lundi concernant la situation des droits de l'homme en Iran et a appelé ce pays à combattre la discrimination qui vise les femmes et les minorités.

Tout en louant la république islamique pour des avancées réalisées dans des domaines tels que l'éducation et la santé, Ban a exposé via un nouveau rapport sur les droits de l'homme en Iran les domaines où des progrès étaient, à ses yeux, nécessaires.

L'une des minorités victimes de discrimination en Iran est la communauté Baha'i, a-t-il noté. Les chiites considèrent la foi des Baha'i comme une variante hérétique de l'islam. Les membres de cette communauté déclarent que des centaines des leurs ont été emprisonnés et exécutés depuis la révolution islamique de 1979. Téhéran nie avoir incarcéré ou exécuté des personnes pour leur religion.

La religion Baha'i, partie d'Iran, revendique cinq millions d'adeptes dans le monde entier, donc 300.000 au moins en Iran. Dans le rapport, communiqué à l'ensemble des 192 pays membres des Nations unies, Ban indique qu'a été signalée "une augmentation des violations des droits des femmes, des étudiants, des enseignants, des ouvriers, et de certains groupes militants".

Il réitère en outre la préoccupation des Nations unies concernant la peine de mort en Iran, et notamment l'exécution de mineurs. "Il y a eu des cas de lapidation et d'exécution en public, malgré les efforts des autorités pour limiter de telles pratiques", relève Ban.

"Des cas d'amputation, de flagellation, et de morts suspects et de suicides de prisonniers ont également été signalés", a-t-il continué.

**Une nouvelle accusation américaine concernant l'Iran**

Page 3



**Pendaison de trois personnes en Iran**

Page 4

**L'espion des services secrets allemands en affaire avec l'Iran**

Page 5



**L'Iran invité à faire plus d'efforts dans le domaine des droits de l'Homme**

Page 5

**Financement du terrorisme**

Page 6

**A Islamabad, Al Qaeda a rendu hommage à Khomeiny**

**L'Iran n'a absolument pas interdit les exécutions de mineurs !**

Page 7

## Madjid Moshayedi

### Khatami est un modérateur du régime Islamique d'Iran

Khatami, l'ex-président du régime des mollahs, a présidé le 13.10.2008 à Téhéran une conférence sur la religion dans le monde moderne en présence d'ex-dirigeants européens dont Romano Prodi et Lionel Jospin. Les membres de la délégation et certains journalistes voient dans la conférence un retour aux affaires pour Khatami, un prélude à sa candidature à la succession d'Ahmadinejad et la promesse d'un compromis modéré. C'est un jugement erroné qui résulte d'une méconnaissance du régime et de son fonctionnement.

Le régime des mollahs a deux tactiques de base qu'il applique dans tous les domaines : l'opacité et le mystère. Le système est conçu de manière à ce que l'on ne sache jamais qui décide et aussi de manière à ce que le régime puisse en faisant référence à l'une de ses institutions casser une décision du gouvernement et remettre en cause d'une manière floue et provisoire un engagement. Tout est mystérieusement provisoire.

Ce système déroutant pour les étrangers, propre à diviser toutes les coalitions entre les différents partenaires du régime (c'est le cas avec les Six) a besoin pour fonctionner de joueurs mystérieux, d'inconnus, de nouvelles têtes dont on ignore les desseins. C'est pourquoi le régime a toujours, depuis le début de son existence, et bien que le président n'ait pas tous les pouvoirs, remplacé un président auquel on s'est habitué par un nouvel interlocuteur avec un nouveau discours. Chacun a droit à 8 ans de présidence et laisse sa place à un autre inconnu. Le rôle de l'inconnu est de remettre en cause les engagements et les concessions précédentes afin d'aider le régime à maintenir un cap rigide sur les sujets de fond : la charia, le Liban et le Hezbollah, le nucléaire.

C'est le fonctionnement du régime. Cela permet aussi de faire valoir l'existence de courants politiques soi-disant discordants plus ou moins fréquentables, même si dans les faits, il ne s'agit pas d'une alternance démocratique, mais d'un jeu pour brouiller les cartes. Il s'agit de perturber les interlocuteurs étrangers afin qu'ils ne sachent à qui parler et qu'ils espèrent sans cesse le retour d'un modéré qui en fait ne reviendra plus et dont le rôle était uniquement de « modérer le débat avec l'Occident ».

Khatami, qui a été le premier modérateur par excellence pendant sa présidence, reste aujourd'hui dans ce rôle de modérateur, d'autant plus indispensable au régime que ce dernier a choisi l'affrontement avec Washington sur son dossier nucléaire. Ce rôle de modérateur sur le plan

international, Khatami l'a d'ailleurs endossé très rapidement après l'élection d'Ahmadinejad. Cette conférence sur la religion n'est pas sa première mission de modération : le régime a sorti ce lapin de son chapeau à plusieurs reprises au cours de ces quatre dernières années : il a été expédié à Davos pour plaider en faveur d'une négociation sans condition préalable, puis à Londres... il a été dépêché à Rome pour représenter le régime aux obsèques du Pape avec une mission de serrage de main de Moshe Katsav pour modérer l'image anti-sémite du régime... et surtout, il a été expédié à Washington où il a essayé de négocier une entente avec les Américains, mission avortée suite à une très grosse colère de Moscou.

Malheureusement, le problème vient du fait que les partenaires économiques du régime (qui souhaitent la fin des sanctions) ont surtout besoin d'un modéré et non juste d'un modérateur, et ils font tout pour obtenir ce modéré. La composition du groupe qui s'est rendu en Iran témoigne de ce forcing.

Il y avait là des représentants d'Italie, 1er partenaire pétrolier et gazier de l'Iran, de la France, 2nd partenaire pétrolier et gazier de l'Iran et de la Norvège, 3ième partenaire pétrolier et gazier de l'Iran !

Il y avait aussi deux personnalités du monde des droits de l'homme (Kofi Annan et Mary Robinson) qui avec les autres intervenants ont condamné l'intégrisme et encensé la religion, pour montrer qu'ils pouvaient ensemble faire semblant que le régime des mollahs n'est pas un régime intégriste mais **un partenaire respectable** pour promouvoir la tolérance.

Par leur présence, ces dirigeants et responsables ont donné aux mollahs **un échantillon de leurs possibilités médiatiques** et ainsi affirmé leur engagement à jouer le jeu des négociations avec Téhéran au prétexte d'aider les modérés.

D'ores et déjà, on peut constater que cette tentative d'ignorer la **nuance entre modéré et modérateur** est un échec. **Aussitôt confirmé dans son rôle d'interlocuteur par ses pairs européens, Khatami le modérateur** a déroulé le discours officiel du régime :

Le droit à l'enrichissement était un point de consensus national et l'Iran n'accepterait que des négociations sans condition de suspension. C'est la seule réponse du régime des mollahs aux délégations européennes, mais quand il s'agit de parler aux Américains, le modérateur peut se déplacer et même négocier.



## Une nouvelle accusation américaine concernant l'Irak

Les Etats-Unis ont accusé l'Irak de soudoyer des députés irakiens afin qu'ils s'opposent à l'accord en cours de négociation avec Bagdad sur le statut futur des forces américaines en Irak. L'accord évoque le maintien des forces américaines en Irak après expiration du mandat de l'Onu le 31 décembre et le droit des militaires ayant commis un crime d'être jugés selon les lois américaines et non selon les lois islamiques du pays.

Ce n'est pas la première fois que Washington accuse le régime des mollahs d'ingérence en Irak. Par le passé, Washington a plusieurs fois évoqué des distributions iraniennes d'armes anti-blindés et des lance-missiles portatifs RPG aux groupes armés irakiens.

Ce procédé ne tient plus de l'intimidation que de vraies accusations car généralement les autorités américaines ne diffusent pas les preuves qu'ils détiennent. Ce refus n'est pas dû à une absence de preuves, mais à la volonté des Etats-Unis de ne pas rendre impossible une future entente avec Téhéran.

Ces accusations sans lendemain émanent des sources de différentes importances selon l'importance que Washington veut donner à l'affaire. Dans le cas présent, c'est le général Ray Odierno, le nouveau chef des troupes américaines en Irak, qui a lancé l'accusation dans une interview au Washington Post. On peut donc la qualifier d'une accusation de moyenne importance car il s'agit d'une source élevée mais d'un support non officiel.

Par ailleurs, cela fait des mois que les mollahs agissent ainsi en Irak à propos de cet accord, mais cela n'a jamais empêché Washington de proposer des offres de reprise des négociations à Téhéran. Cette accusation de moyenne importance répond à un refus cinglant de Téhéran de prendre en considération la dernière offre de Washington.

C'est une dernière tentative américaine pour pousser les mollahs à accepter un deal avec Washington avant la tenue de l'élection présidentielle, c'est ce qui explique le style mais aussi le contenu. Le contenu accuse mollement Téhéran d'ingérence dans un pays arabe, accusation susceptible de nuire à l'image de solidarité islamique des mollahs et le style se résume à une formule floue à mi-chemin entre accusation et intimidation pour laisser aux mollahs une marge de manœuvre.

## L'Irak risque d'entraîner une course à l'arme nucléaire, prévient Londres

LONDRES - Le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband a prévenu mardi des risques d'une course à l'arme nucléaire au Moyen-Orient si l'Irak parvenait à mener à bien son programme d'enrichissement d'uranium.


S'exprimant au lendemain des critiques du responsable du dossier nucléaire iranien Saïd Jalili face à l'attitude occidentale envers son pays, M. Miliband s'est dit "très préoccupé" par le refus de Téhéran de se plier aux injonctions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'ONU.

"Nous faisons une proposition sérieuse à l'Irak de coopération économique, culturelle et scientifique qui, à mon sens, est la voie à suivre", a expliqué le chef de la diplomatie britannique devant la chambre des Communes.

"Mais ce n'est pas la voie à suivre si (les Iraniens) continuent à défier non seulement le Conseil de sécurité de l'ONU mais aussi (l'AIEA), qui continue d'avoir de graves inquiétudes sur leur programme et sur le refus du gouvernement iranien de révéler (les détails de) ce programme", a poursuivi M. Miliband.

"Nous devons insister sur le fait qu'un programme d'enrichissement d'uranium, qui défie non seulement le Conseil de sécurité de l'ONU mais également les obligations de l'Irak dans le cadre du Traité de non-prolifération, représente un danger grave non seulement pour la stabilité du Moyen-Orient mais également pour celle du monde", a souligné le chef de la diplomatie britannique.

"Le Moyen-Orient a suffisamment de problèmes sans une course à l'arme nucléaire", a-t-il ajouté. Le responsable du dossier nucléaire iranien, Saïd Jalili, a écrit une lettre au diplomate en chef de l'Union européenne Javier Solana pour se plaindre de l'attitude de l'Occident à propos du dossier nucléaire iranien, a déclaré lundi à l'AFP un haut responsable.

"Dans cette lettre, M. Jalili se plaint de l'attitude des Occidentaux et affirme que leur approche a perturbé le processus constructif des négociations entre les deux parties", a déclaré ce responsable iranien ayant requis l'anonymat. Les grandes puissances cherchent à obtenir de l'Irak qu'il suspende son programme d'enrichissement d'uranium, en échange d'une offre de large coopération présentée à deux reprises, en juin 2006 puis sous une forme "rafraîchie" en juin 2008. 

### Encore un étudiant en prison

17 octobre 2008 - Le tribunal révolutionnaire de Chiraz a condamné Mohammad Mehdi Ahmadi, ancien président de l'Association islamique des étudiants en médecine de la faculté de Chiraz à huit mois de prison, a rapporté l'Iran-News Agency.

Ce militant des droits de l'homme est accusé de liens avec les groupes d'opposition et d'activités anti-gouvernementales.

D'après cette agence de presse, trois autres étudiants en médecine de Chiraz ont été convoqués pour leurs activités militantes.



### Pendaison à Doroud

AFP, 16 octobre 2008 - Un Iranien reconnu coupable de meurtre a été pendu mercredi en Iran, dans une prison de la ville de Doroud (ouest), a rapporté jeudi le quotidien Kayhan.

Le condamné, identifié par ses initiales M. Gh. avait assassiné une femme et sa fille après avoir cambriolé leur maison.



Cette pendaison porte à au moins 190 le nombre de personnes exécutées en Iran depuis le début de l'année, selon un décompte de l'AFP à partir d'informations de presse. Selon Amnesty International, 317 personnes ont été exécutées en Iran en 2007, ce qui place le pays au deuxième rang des pays où la peine de mort est la plus appliquée, derrière la Chine. Le meurtre, le viol, le vol à main armée, le trafic de drogue ou encore l'adultère sont passibles de la peine de mort dans la République islamique.



### Pendaison de trois personnes en Iran

AFP, 15 octobre 2008 - Trois hommes reconnus coupables de trafic de drogue ont été pendus lundi en Iran dans une prison de Zahedan (sud-est), a rapporté mercredi le quotidien Kayhan.



Shahram Eyvani, Ramezan Rafei et Sassan Dogoshkani avaient été condamnés pour possession

et trafic de 322 kilos d'héroïne et de 15 grammes d'opium. Ces pendaisons portent à au moins 189 le nombre de personnes exécutées en Iran depuis le début de l'année, selon un décompte de l'AFP à partir d'informations de presse. Selon Amnesty International, 317 personnes ont été exécutées en Iran en 2007, ce qui place le pays au deuxième rang des pays où la peine de mort est la plus appliquée, derrière la Chine. Le meurtre, le viol, le vol à main armée, le trafic de drogue ou encore l'adultère sont passibles de la peine de mort dans la République islamique.



### L'Iran limite aux crimes de sang la peine de mort pour les mineurs

TEHERAN — L'Iran va cesser d'appliquer la peine de mort pour des mineurs condamnés pour des affaires de drogue, mais continuera d'exécuter ceux qui auront été condamnés pour meurtre, a annoncé le numéro deux du Parquet, Hossein Zabhi. En revanche, en vertu de la charia, la loi islamique, les juges doivent toujours prononcer la peine capitale pour ces derniers, si la famille de la victime refuse d'accepter le "prix du sang" en compensation et d'accorder la clémence à l'auteur. "La nouvelle directive interdit l'exécution des criminels de moins de 18 ans uniquement s'ils ont commis des crimes liés à la drogue et passibles de la peine de mort. Nous ne pouvons refuser à la famille d'une victime le droit légal de réclamer le qisas islamique, la rétribution oeil pour oeil", a-t-il ajouté.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, les deux-tiers des mineurs exécutés dans le monde ces trois dernières années l'ont été en Iran. D'autres pays pratiquent également la peine capitale pour les mineurs, mais plus rarement: l'Arabie saoudite, le Yémen, le Soudan et le Pakistan. La directive, publiée il y a un an mais qui n'a été annoncée que samedi, ne s'applique pas aux 120 mineurs actuellement condamnés à mort.

L'avocat Mohammad Mostafaei, qui milite pour l'abolition de la peine de mort pour les mineurs, a salué une avancée mais jugé que ce n'était pas suffisant. Il a rappelé que l'Iran était pourtant signataire de deux conventions interdisant la peine capitale pour les crimes commis avant l'âge de 18 ans.




**L'Iran n'est pas un Etat de droit!**

### **L'espion des services secrets allemands en affaire avec l'Iran**

Le Figaro – Un contrôle fiscal de routine a fait tomber l'espion des services secrets allemands (BND) le plus important dans le dispositif de surveillance du programme nucléaire iranien.

Selon Der Spiegel cet homme d'affaires de nationalité iranienne, âgé de 61 ans travaillant sous le pseudonyme de « Sinbad », avait éveillé à plusieurs reprises les soupçons du contre-espionnage allemand, qui pensait avoir flairé une manipulation : comment pouvait-il avoir accès à des données d'une telle qualité et échapper aussi facilement à la surveillance du régime des mollahs ? Cependant, en dix ans de services, rémunérés plus d'un million d'euros (une somme exceptionnelle), les informations de Sinbad, régulièrement transmises directement au ministre des Affaires étrangères, ne s'étaient jamais démenties.

Il a été arrêté à l'aéroport de Francfort il y a une semaine. En épluchant ses comptes, le fisc allemand a découvert qu'il trempait dans le commerce illégal de composants high-tech pour le programme de missiles iraniens. Il aurait notamment vendu à l'Iran du matériel servant à la fabrication des missiles Shihab 3 qui pourrait transporter des têtes nucléaires. Berlin craint que l'affaire ne déclenche des tensions diplomatiques avec Téhéran. 

---

### **L'Iran invité à faire plus d'efforts dans le domaine des droits de l'Homme**


L'Iran a fait des progrès en matière législative en faveur des femmes et des minorités religieuses et ethniques mais il doit faire plus pour se conformer aux normes internationales relatives aux droits de l'Homme, affirme un rapport de l'ONU obtenu.

Ce rapport, adressé par le secrétaire général Ban Ki-moon à l'Assemblée générale de l'ONU, mentionne "de nombreux domaines touchant les droits de l'Homme en République islamique d'Iran qui continuent d'être préoccupants", malgré "certaines mesures positives" prises par les autorités pour "réviser les lois discriminatoires et limiter des applications de la peine de mort."

Le chef de l'ONU exhorte Téhéran "à prendre en compte les préoccupations exprimées dans le rapport et à continuer à réviser les lois nationales, en particulier le nouveau code pénal et les lois relatives à la justice pour mineurs, afin de les mettre en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'Homme et de prévenir les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes, des minorités ethniques et religieuses et d'autres groupes minoritaires".

M. Ban salue par ailleurs les récentes mesures prises par l'Iran pour "examiner les possibilités de coopération sur les droits de l'Homme et la réforme de la justice avec l'ONU". Au sujet des femmes, le rapport note que malgré des progrès dans les domaines de l'éducation et de la santé, le pays est "confronté à un certain nombre de défis en ce qui concerne l'égalité et le traitement équitable des deux sexes, de même que l'autonomisation des femmes". "Les lois pénales et civiles contiennent des dispositions discriminatoires qu'il est urgent de modifier" et "la violence sexiste est également très répandue", souligne-t-il. Notant que des préoccupations ont été exprimées "au sujet de la répression croissante visant le mouvement en faveur des droits des femmes au cours de l'année écoulée", le rapport indique que "l'activisme dans ce domaine est parfois présenté par le gouvernement iranien comme étant lié à des menaces extérieures contre la sécurité nationale".

A propos des minorités, le document fait état de préoccupations concernant "l'ampleur des limitations et restrictions à la liberté de religion et de conviction." Il souligne le fait que "pour les adeptes de l'islam, se convertir est passible de peines" et que "les adeptes des trois autres religions reconnues (christianisme, judaïsme et zoroastrianisme) se heurtent à de sérieuses difficultés dans la jouissance de leurs droits".

Enfin, le rapport affirme que "la persistance de l'incidence élevée des exécutions demeure préoccupante, une forte augmentation de leur nombre ayant été signalée au cours des derniers mois, qui, d'après les autorités, s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre le trafic de drogues". 

---

**L'Iran n'est pas un Etat de droit!**

### Financement du terrorisme

AFP, 17 octobre 2008 - Le GAFI, organisme réunissant 34 pays et les grandes institutions financières a épingle vendredi à Rio de Janeiro l'Iran, l'Ouzbékistan et le Pakistan pour leurs efforts insuffisants dans la lutte contre le financement du terrorisme.

"Le cas de l'Ouzbékistan a été le point le plus sensible de la réunion, le cas le plus discuté par les représentants des 34 pays membres, parce qu'il a empiré", a déclaré à l'AFP, M. Bernardo Motta, adjoint du président du Groupe d'Action Financière (GAFI), à l'issue d'une réunion plénière jeudi et vendredi de cet organisme intergouvernemental.

Le GAFI a publié une Déclaration, dans laquelle il se dit "de plus en plus préoccupé par la menace grave qui continue de peser sur l'intégrité du système financier international en raison des échecs successifs de l'Ouzbékistan dans le rétablissement de son régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme."

Le GAFI appelle avec insistance tous les États à renforcer leurs mesures préventives afin de protéger leur secteur financier de ce risque.

Une action urgente est nécessaire pour faire face à cette vulnérabilité et afin que ce pays d'Asie centrale se conforme aux normes internationales, souligne la déclaration.

Le GAFI, dont la présidence est exercée par le Brésil en 2008 et 2009, se félicite par ailleurs "du récent engagement de l'Iran auprès de la communauté internationale en matière de lutte contre le blanchiment" mais reste "particulièrement inquiet" du manque d'efforts réalisés par Téhéran en ce qui concerne le financement du terrorisme.

Cela constitue "une menace grave et persistante pour l'intégrité du système financier international", selon la déclaration.

Le GAFI réitère que le Pakistan et Sao Tomé et Príncipe "représentent des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme".

Outre les représentants des 34 pays du GAFI, le FMI, la Banque Mondiale et l'OCDE notamment, ont participé à la réunion de Rio.



### AIEA toujours pas sûre du caractère pacifique du programme nucléaire iranien

AFP, 27 octobre 2008 - Le chef de l'agence atomique de l'ONU, Mohamed ElBaradei, a déclaré lundi que celle-ci n'était toujours pas en mesure d'établir "de façon claire l'absence d'activités et de matériels nucléaires clandestins en Iran".



"Nous ne sommes toujours pas parvenus à établir de façon claire l'absence d'activités et de matériels nucléaires clandestins en Iran et je le regrette", a déclaré M. ElBaradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à l'Assemblée générale des Nations unies.

Il a exhorté Téhéran à "mettre en oeuvre sans tarder toutes les mesures de transparence requises pour instaurer la confiance (de la communauté internationale) dans le fait que son programme nucléaire est de nature exclusivement pacifique".

"Ce sera bon pour l'Iran, bon pour la région du Proche-Orient et bon pour le monde", a-t-il ajouté.

M. ElBaradei s'est dit confiant de la possibilité de trouver des arrangements pour permettre à l'AIEA "de clarifier les questions restantes, tout en assurant que le droit légitime de l'Iran de protéger la confidentialité de ses informations et activités sensibles soit respecté."

Prenant à son tour la parole devant l'Assemblée générale, l'ambassadeur d'Iran à l'ONU, Mohammad Khazaei, a réitéré que l'exigence du Conseil de sécurité que Téhéran suspende son programme d'enrichissement d'uranium était "illégal." "La nation iranienne n'acceptera jamais de demandes illégales," a-t-il ajouté.


Le Conseil de sécurité a déjà adopté quatre résolutions, dont trois assorties de sanctions, exigeant de l'Iran qu'il suspende son programme d'enrichissement d'uranium. Les Occidentaux soupçonnent ce programme d'être destiné à produire la bombe atomique, ce que Téhéran dément.

Six grandes puissances sont engagées dans des discussions avec l'Iran sur son programme nucléaire, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne. Elles poursuivent à l'égard de Téhéran, une "double stratégie" composée de sanctions et de mesures incitatives.



**L'Iran n'est pas un Etat de droit!**

### **L'Iran n'a absolument pas interdit les exécutions de mineurs !**


Les médias se sont félicités de la décision du régime des mollahs de ne plus appliquer la peine de mort pour les mineurs. Cependant, la mesure contient des conditions qui sont bien minoritaires : au final, peu de mineurs iraniens profiteront de cette mesure. En fait, le régime a annoncé qu'il cesserait d'appliquer la peine de mort pour des mineurs uniquement dans des affaires de drogue, non pour des meurtres. Or, la totalité des mineurs condamnés à mort ont été inculpés pour meurtre. De plus, depuis 1980, la majorité en Iran est de 15 ans pour les garçons et 9 ans pour les filles et il y a rarement des trafiquants de drogue de cet âge. Cette mesure ne concerne donc pratiquement personne ! C'est uniquement pour faire croire que le régime est en train d'évoluer que l'on évoque le remplacement de la peine de mort pour les trafiquants de drogue de 8 ou 14 ans par de la perpétuité. Il s'agit d'une mesure pour embellir le régime sans toucher à ses codes inspirés de la charia, de plus, l'ensemble des 80 mineurs actuellement dans le couloir de la mort restent condamnés à mort. C'est une simple méthode de désinformation. De fait, on peut aussi soupçonner d'une certaine complaisance pour les propagandes du régime : les institutions, les personnes ou Etats qui ont salué cette fausse mesure et ont laissé entendre que cette mesure est une étape pour d'autres progrès « en Iran ». Parmi ceux-là, il y a la branche belge d'Amnesty international qui au lieu de défendre les victimes des violations des droits de l'homme en Iran s'illustre toujours dans ce genre d'entreprise. 

### **A Islamabad, Al Qaeda a rendu hommage à Khomeiny**

Selon l'AFP, un groupe inconnu appelé les « Fedayin de l'Islam » a revendiqué lundi la responsabilité de l'attentat suicide contre le grand hôtel Marriott d'Islamabad qui a fait au moins 60 morts. Or, les « Fedayin de l'Islam » n'est pas du tout un groupe inconnu, mais le nom exact d'un mouvement terroriste islamique dans lequel militait Khomeiny pour prendre le pouvoir en Iran ! C'est la seconde fois en une semaine, qu'Al Qaeda utilise un nom culturellement lié à Khomeiny et au régime des mollahs pour revendiquer un attentat sanglant. Il y a une semaine, un autre groupe inconnu se disant membre d'Al Qaeda revendiquait la responsabilité de l'attentat de Sanaa au Yémen avec la signature du « Jihad islamique au Yémen », tout en sachant que le « Jihad Islamique » est un autre pseudonyme utilisé par le Hezbollah, mouvement créé en 1983 par Khomeiny pour fédérer l'Ouma et exporter la révolution islamique. Nous avons souligné alors que ce choix était un avertissement aux mollahs iraniens afin de les dissuader de chercher une entente avec

Washington, entente qui priverait Al Qaeda de leur approvisionnement en armes lourdes via le territoire iranien. Cette fois, Al Qaeda frappe plus fort en utilisant le nom de Fedayian-Eslâm où militait un certain Khomeiny ! En effet, il s'agit d'un mouvement essentiel pour les mouvances islamistes : son principal dirigeant Navâb Safavi partageait la vision de Hassan Al Banna le fondateur des Frères Musulmans [1], maître à penser d'Al Qaeda sur l'incontournable nécessité d'une unité de l'ouma pour la victoire du Jihad. Il fut repéré et invité au Caire en 1953 par le journaliste Seyyed Qotb, penseur et porte-parole des Frères musulmans, pour y rencontrer les dirigeants du mouvement.

Selon Ettelaat (un influant quotidien iranien), le dirigeant islamiste tunisien Al-Ghonoushi considère le mouvement Fedayian-e Eslâm comme le prolongement des Frères musulmans. Le célèbre islamologue britannique Bernard Lewis évoque aussi cette inféodation qu'il juge comme une inspiration mutuelle [2]. Les liens créés expliquent le soutien financier apporté des années plus tard par Khomeiny aux divers mouvements islamiques issus des Frères musulmans comme le Hamas ou le Jama`a Islamique.

Khomeiny a aussi appliqué la doctrine d'Al Banna et Navvâb Safavi quand il a fondé le Hezbollah pour exporter la révolution islamique. On retrouve cette doctrine inscrite noir sur blanc dans le testament politique de Khomeiny où ce dernier assimile les querelles entre sunnites et chiites à une invention des impérialistes pour affaiblir l'ouma et recommande (comme Navvab ou al Banna) l'unité pour la victoire du Jihad. En utilisant le nom mythique et symbolique de Fedayian-e Eslâm [3], Al Qaeda cherche à rappeler aux mollahs successeurs de Khomeiny les devoirs qui accompagnent le rôle régional qu'ils revendiquent. 

1] Navâb Safavi (cité par Bernard Lewis) | « Nous devons nous unir et oublier tout sauf le djihad et laissons de côté la séparation entre les chiites et les sunnites. »

2] Bernard Lewis | « Les Fedayins de l'Islam, même s'ils sont chiites, sont pour l'unité entre les Musulmans, et en effet, leur pensée est proche de celle des Frères musulmans en Egypte, car, ils sont d'avis que L'Islam est un système de pensée parfait pour la vie et que le sectarisme et les divergences de vue entre musulmans (chiites et sunnites) n'a aucun sens ». (Kobr al-harakatol eslamieh fil asrol hadith, Le Caire, p.150)

3] En Iran, les Fedayian-e Eslâm sont connus pour leurs nombreux assassinats dont ceux des 1er ministres nationalistes Hajir et Razmara ou encore celui de Kasravi, un auteur aujourd'hui très populaire parmi les jeunes, qui prônait un retour à l'identité iranienne débarrassée de ses références à l'Islam et de ses liens avec la langue arabe.

- Le régime islamique iranien actuel a créé à travers des discriminations des nouvelles Classes sociales pour perpétuer sa dictature. Le mouvement de délivrance du peuple Iranien essaie de combattre cette politique, qui elle-même met de nombreuses barrières pour empêcher ce combat. Si toutefois ce combat avec l'aide de l'unité du peuple va aboutir, le régime actuel de l'Iran va être archivé dans l'histoire. La destruction du régime Islamique est la seule solution pour avoir un pays démocratique en Iran
- Le sort de l'avenir de l'Iran repose entièrement dans les mains du peuple iranien; et non pas dans celles des puissances occidentales qui interviennent habituellement dans les affaires intérieures des pays du tiers monde. Dans le cas d'une intervention étrangère ces Puissances vont être confronté au peuple iranien.
- En conséquence nous condamnons toute sorte d'intervention militaire, nous nous défendons de toute violation territoriale et de toute politique expansionniste occidentale.

**Directeur:**  
**Exekutivkomitee**  
**Chefredakteur:**  
**Aghil Jafari**

**Redaktion**  
**Sahar Abdollahi, Mina Yazdizadegan**

### La radio voix de la résistance

Un programme de l'association démocratique pour des réfugiés (ADR)

[www.nedaye-moghavemat.ch](http://www.nedaye-moghavemat.ch)



[www.k-d-panahandegan.org](http://www.k-d-panahandegan.org)  
[info@k-d-panahandegan.org](mailto:info@k-d-panahandegan.org)

L'adresse :  
 Postfach 3562  
 Zürich 8021

Téléphone: +41-079 402 64 09  
 +41-078 842 85 25  
 Téléfax : +41-043 535 61 59  
 Poste Compte : 87- 441728 – 5

## Les représentants des ADR en Suisse et dans l'étranger

Pour prendre contact avec l'association et donner des informations sur la situation des requérants d'asile en Suisse et pour devenir membre de l'association, contactez nous par E-mail ou par téléphone.

Canton de Zurich	Mehrzad Kheilili	0788428525
Responsable de la Ville Zürich	Javad Sayay- Javid	0764338834
Canton de Berne	Ahmad Reza Binandeh	0797162209
Responsable de la Ville Berne	Afschin Esmaili	0762473151
Canton de Bâle	Arsalan Panahi	0793877347
Canton de Zoug	Herar Zadoorian	0765215951
Canton de Lucerne & Schwytz	Leila Mohammadgholikhani	0786742510
Canton de St. Gall	Mohammad Khoshhal	0793978147
Canton de Tessin	Naser Tavakoldust	0765456540
Canton de Argovie	Arash Egbali	0788306768
Canton de Schaffhouse	Fouad Jahani	0764022343
Canton de Soleure	Ali Nazariyan	0794708119
Canton de Uri	Moslam Yusafi	0788585072
Canton de Neuchâtel	Rahim Karami Abassabadi	0787613780
Canton de Fribourg	Mohammad Zolali	0786566719
Canton de Obwald	Abolghasem Faragollah	0763964432
Section en France	Mohammad Daizadeh	0033631279527